**COMPLEMENT D'INFORMATION DU 25 JUIN 2003 AU RAPPORT ANNUEL
VALANT DOCUMENT DE REFERENCE DEPOSE AUPRES DE LA COMMISSION
DES OPERATIONS DE BOURSE LE 23 AVRIL 2003 SOUS LE N° D 03-0513**

**Résumé de la réconciliation des comptes en normes françaises avec les
normes américaines (US GAAP)**

Dans le cadre des obligations résultant de la cotation de ses actions sous forme d'*American Depositary Receipts* aux Etats-Unis, Sanofi-Synthelabo a déposé un document annuel ("Form 20-F") en langue anglaise auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») le 23 juin 2003 disponible sur les sites internet de la société www.sanofi-synthelabo.com et de la SEC www.sec.gov. Ce « Form 20-F » contient notamment les comptes annuels consolidés avec un tableau de réconciliation rapprochant le résultat net et les capitaux propres établis en principes comptables français de leurs équivalents en principes comptables américains.

Le tableau de passage entre ces comptes consolidés et des comptes qui seraient présentés selon les normes comptables américaines tel que publié dans le « Form 20-F » se présente comme suit :

Impacts liés à l'application des US GAAP sur le **résultat net** de chacun des exercices clos aux 31 décembre 2002, 2001 et 2000:

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2002	31 décembre 2001¹	31 décembre 2000¹
		Ajusté	Ajusté
Résultat net, selon les normes françaises	1 759	1 585	985
Retraitements US GAAP:			
(a) Acquisition de société :			
Groupe Synthelabo	(265)	(364)	(527)
Acquisition de société: Sterling	(46)	(52)	(51)
Acquisition de société: Autres	-	(29)	(28)
(b) Provisions	-	(23)	(99)
(c) Accords de recherche et développement	-	-	28
(d) Instruments financiers dérivés	8	(36)	42
(e) Reconnaissance du revenu – Alliance US BMS.....	117	(136)	(8)
(f) Autres	15	(14)	29
(g) Effet impôts différés sur les retraitements ci- dessus	54	169	221
(h) Impôts différés sur les mises en équivalence	(2)	(2)	-
Total des retraitements US GAAP	(119)	(487)	(393)
Résultat net, selon les normes américaines	1 640	1 098	592

¹ En 2002 les comptes des sociétés de l'alliance sous le contrôle opérationnel de notre partenaire Bristol-Myers Squibb (BMS), en particulier les entités commercialisant Plavix® et Avapro® aux Etats-Unis, ont été ajustés en 2001 et 2000 suite à la correction d'une erreur d'application des critères de reconnaissance du revenu en US GAAP pour les ventes à certains grossistes (cf note e).

Impacts liés à l'application des US GAAP sur la **situation nette** aux 31 décembre 2002, 2001 et 2000:

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2002	31 décembre 2001¹	31 décembre 2000¹
		Ajusté	Ajusté
Situation nette, selon les normes françaises	6 035	5 768	4 304
Retraitements US GAAP:			
(a) Acquisitions de société :			
Groupe Synthélabo	8 465	8 761	9 201
Acquisition de société : Sterling	1	18	112
Acquisition de société : Autres	110	148	166
(b) Provisions	-	35	110
(c) Accords de recherche et développement	-	-	-
(d) Instruments financiers dérivés	63	34	37
(e) Reconnaissance du revenu – Alliance US BMS.....	(35)	(160)	(21)
(f) Autres	(758)	(490)	(205)
(g) Effet impôts différés sur les retraitements ci-dessus	(1 264)	(1 349)	(1 517)
(h) Impôt différé sur les mises en équivalence	(18)	(16)	(46)
Total des retraitements US GAAP	6 564	6 981	7 837
Situation nette, selon les normes américaines	12 599	12 749	12 141

¹ En 2002 les comptes des sociétés de l'alliance sous le contrôle opérationnel de notre partenaire Bristol-Myers Squibb (BMS), en particulier les entités commercialisant Plavix® et Avapro® aux Etats-Unis, ont été ajustés en 2001 et 2000 suite à la correction d'une erreur d'application des critères de reconnaissance du revenu en US GAAP pour les ventes à certains grossistes (cf note e).

Les principaux retraitements concernent :

(a) Le traitement des regroupements d'entreprises :

- Sanofi-Synthélabo résulte de la fusion entre les groupes Sanofi et Synthélabo en 1999. En normes françaises, cette opération a été comptabilisée comme une fusion, effective au 1^{er} juillet 1999, avec pour conséquences l'harmonisation des principes comptables et la réévaluation des actifs et passifs de Sanofi et de Synthélabo pour les amener à leurs valeurs de marché pour le Groupe.

En normes américaines, la fusion doit être comptabilisée comme une acquisition. Sanofi est réputé être l'acquéreur comptablement, et les actifs et passifs de Synthélabo sont enregistrés à leur valeur de marché estimée.

Depuis le 1^{er} janvier 2002, l'écart d'acquisition, enregistré en normes américaines sur l'opération de fusion entre Sanofi et Synthélabo, n'est plus amorti.

- En Septembre 1994, Sanofi a acquis les actifs mondiaux de la division Santé de Eastman Kodak ("Sterling"). En normes françaises, aucun écart d'acquisition ni incorporel associé à l'acquisition de Sterling ne figurent dans les états financiers consolidés de Sanofi-Synthélabo.

En normes américaines, des actifs incorporels, incluant notamment la recherche et développement en cours, des droits de propriété intellectuelle et les contrats de travail, ont été évalués et comptabilisés, et sont amortis sur des durées de vie économiques estimées allant de 8 à 20 ans.

- En normes françaises, aucun écart d'acquisition ni incorporel associé à certaines autres acquisitions du groupe Sanofi antérieures au 30 juin 1999 ne figurent dans les états financiers consolidés de Sanofi-Synthélabo. En normes américaines, certains incorporels, notamment des contrats de travail, ont été initialement valorisés et comptabilisés en actifs incorporels, et ont été amortis sur leurs durées de vie économiques estimées.
- A compter du 1^{er} janvier 2002, les contrats de travail ont été reclassés en écart d'acquisition et ne sont plus amortis.
- Les écarts d'acquisition et actifs incorporels constatés dans le cadre de regroupements d'entreprises ont fait l'objet de tests de perte de valeur. Ces tests conduits au 1er janvier 2002 et au 1er octobre 2002 ont permis de conclure à l'absence de perte de valeur pour les écarts d'acquisition. Pour les actifs incorporels identifiés, les tests menés au cours de l'exercice 2002 ont conduit à constater une provision pour perte de valeur d'un montant de 80 millions d'euros.

(b) La comptabilisation des provisions :

En normes américaines, un passif ne peut être provisionné que s'il est probable qu'une obligation existe à la date du bilan, et que son montant peut être raisonnablement estimé. De plus, pour certains coûts tels que les charges de restructuration, des critères complémentaires doivent être remplis pour permettre la constitution d'une provision.

A compter du 1^{er} janvier 2002 : En normes françaises l'application du règlement CRC n°2000-06 a conduit le Groupe à revoir l'ensemble de ses passifs existant au 1^{er} janvier 2002 pour déterminer s'ils étaient conformes aux nouvelles règles. Il n'y a désormais plus de différence, quant aux critères de comptabilisation des provisions entre les normes françaises et les normes américaines.

(c) Accords de recherche et développement :

En 1999, le Groupe a conclu un accord de recherche et développement au titre duquel il a créé une joint-venture avec un partenaire, pour le développement d'un produit à destination du marché américain. En normes américaines, le montant reçu à la signature en 1999 a été reconnu sur la durée estimée de la joint-venture, et les frais de recherche et développement encourus par le partenaire ont été provisionnés au titre de l'engagement de rachat. A la rupture du contrat en 2000, la partie différée du montant reçu à la signature a été reprise en résultat, la provision au titre des frais de recherche et développement a été reprise et l'indemnité de rupture de contrat a été constatée en charge.

(d) Les instruments financiers dérivés :

En normes américaines avant le 1er janvier 2001, les instruments dérivés devaient être adossés à un actif, passif, ou groupe d'actifs ou de passifs similaires pour pouvoir être comptabilisés comme des instruments de couverture. Les instruments dérivés qui ne répondaient pas aux critères de couverture, en normes américaines, étaient comptabilisés comme des opérations spéculatives, à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant incluses dans le résultat de la période.

A compter du 1er janvier 2001, tous les instruments dérivés, qu'ils soient ou non qualifiés de couverture, doivent être enregistrés à leur juste valeur au bilan. Lorsque l'instrument dérivé couvre un actif ou un passif existant à la clôture de l'exercice, les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé et de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat.

(e) Reconnaissance du revenu – Alliance US BMS :

Tous les critères de reconnaissance du revenu selon les normes américaines n'étant pas remplis pour les livraisons réalisées par des sociétés de l'alliance sous le contrôle opérationnel de notre partenaire BMS, auprès de certains grossistes sur les périodes 1999 à 2002, les revenus correspondants ont été retraités selon les normes américaines.

En effet certains revenus ont été enregistrés sur la base du principe de comptabilisation à la date de livraison alors que selon les normes américaines aurait dû s'appliquer le principe de la reconnaissance du revenu en situation de « vente en consignation ». Pour ces ventes le transfert des risques et avantages liés à la propriété n'est pas considéré comme réalisé en normes américaines dans la mesure où les grossistes détenant des stocks en quantité excédant leur cycle commercial normal, il en résulte pour le vendeur des engagements en terme de réduction de prix qui couvrent les coûts de portage de ces excédents de stocks supportés par les grossistes.

La reconnaissance du revenu en situation de « vente en consignation » implique la comptabilisation des ventes lors de la livraison en revenu différé, et la comptabilisation du stock détenu physiquement par les grossistes en stock en consignation valorisé au coût de revient. Les revenus sont reconnus lorsque les stocks ne sont plus soumis à des accords de remises particuliers dont bénéficieraient les grossistes ou au plus tard à leur cession définitive par les grossistes.

Ces ajustements, concernant des entités mises en équivalence dans les comptes du Groupe en normes américaines, ont une incidence dans les comptes en normes américaines du Groupe Sanofi-Synthélabo principalement sur les trois lignes suivantes :

- Redevances
- Autres produits et charges, part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence et intérêts minoritaires
- Impôt sur les résultats

(f) Autres :

Le détail des retraitements inclus dans la ligne « Autres » des rapprochements de la situation nette et du résultat net, pour chacun des exercices clos aux 31 décembre 2002, 2001 et 2000, est présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Résultat net			Situation nette		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Retraitements US GAAP:						
Rémunération sous forme de titres donnant accès au capital	(8)	(8)	(5)	-	-	-
Reconnaissance du chiffre d'affaires ...	-	14	4	-	-	(14)
Valeurs mobilières de placement	(1)	-	16	2	10	45
Retraites et avantages assimilés	(11)	(11)	19	(137)	(38)	64
Actions propres	35	(9)	(5)	(623)	(462)	(300)
Total des retraitements, avant impôt	15	(14)	29	(758)	(490)	(205)

Actions propres

En normes françaises, les actions propres affectées aux plans de stock-options sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Lorsqu'il est prévu que les actions seront réaffectées à une valeur inférieure à leur coût d'acquisition, une provision correspondant à la différence entre ce coût et le prix auquel elles seront réaffectées est constatée en résultat.

En normes américaines, les actions propres rachetées sont inscrites en réduction de la situation nette pour leur coût d'acquisition.

Au 31 décembre 2002, le Groupe disposait de 13 964 580 actions propres ordinaires au titre des plans de stock-options pour une valeur nette de 623 millions d'euros.

(g) Effet impôts différés sur les retraitements décrits ci-avant :

Ce retraitement correspond à l'impact sur les impôts différés des retraitements figurant dans le rapprochement de la situation nette et du résultat net.

Le Groupe est en position d'impôt différé passif net en normes américaines, en raison principalement de l'impôt différé passif lié aux incorporels identifiés en normes américaines dans le cadre de la fusion entre Sanofi et Synthelabo. Le renversement de ces impôts différés passifs permettra au Groupe de tirer profit de certains impôts différés actifs en normes américaines. En conséquence, ce retraitement comprend également la reconnaissance de certains impôts différés actifs en normes américaines.

(h) Impôts différés sur les mises en équivalence :

En normes françaises, un impôt différé passif est constaté au titre d'une distribution taxable lorsque cette distribution est considérée comme probable.

En normes américaines, un impôt différé passif est constaté au titre de l'excédent de la valeur retenue dans les comptes consolidés par rapport à leur valeur fiscale des participations détenues à 50% ou moins de 50%.

Les bilans et les comptes de résultat consolidés préparés en application des normes US GAAP ainsi que les différences de présentation accompagnées des explications détaillées relatives aux retraitements décrits ci-dessus entre les normes françaises et américaines sont présentés dans le « Form 20-F » disponible sur les sites internet de la société www.sanofi-synthelabo.com et de la SEC www.sec.gov.

Procédures et contrôles des informations publiées

Le « Form 20-F » contient par ailleurs les informations suivantes sur l'adéquation et l'efficacité des procédures et moyens de contrôle mis en place par la Direction dans le cadre de l'élaboration du « Form 20-F » :

Dans les 90 jours précédant la date de dépôt de ce document, la société a évalué l'efficacité des procédures et contrôles des informations publiées. La Direction de la société, y compris le Président-Directeur Général et le Directeur Financier, a supervisé et participé à cette évaluation.

L'efficacité des procédures et contrôles des informations publiées comporte des limites inhérentes telles l'erreur humaine, ou des agissements visant à contourner ces procédures et contrôles ou à les enfreindre. Par conséquent, de tels procédures et contrôles, même efficaces, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable (« reasonable assurance ») d'atteindre leurs objectifs de contrôle.

Sur la base et à la date de cette évaluation, le Président-Directeur Général et le Directeur Financier, ont conclu que l'efficacité de ces procédures et contrôles des informations publiées permettent de fournir l'assurance raisonnable (« reasonable assurance ») que les informations devant figurer dans les rapports et devant être déposés et enregistrés en application des lois américaines sur les valeurs mobilières ont été enregistrées, analysées, résumées, et communiquées dans les délais et les formes requis.

Attestation du responsable du document de référence

A ma connaissance, les données du présent complément d'information au rapport annuel valant document de référence, déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 23 avril 2003 sous le n° D 03-0513, sont conformes à la réalité. L'ensemble formé du rapport annuel valant document de référence, des communiqués de presse diffusés par Sanofi-Synthélabo depuis cette date et du présent complément d'information comprend les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Sanofi-Synthélabo ; il ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Paris, le 25 juin 2003

Jean-François Dehecq
Président-Directeur Général de Sanofi-Synthélabo

Attestation des responsables du contrôle des comptes

Exercice clos le 31 décembre 2002

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Sanofi-Synthelabo et en application du règlement COB n° 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le document de référence complété (le document de référence complété est composé du document de référence déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 23 avril 2003 sous le numéro D. 03-0513 et qui a fait l'objet d'un avis de notre part et du présent complément au document de référence 2002).

Ce document de référence complété a été établi sous la responsabilité du Président-Directeur Général. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence complété, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2002, 2001 et 2000, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France. Les comptes annuels et consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2001 et 2000 ont été certifiés sans réserve ni observation. Les comptes consolidés et annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ont été certifiés sans réserve avec une observation relative à l'incidence du changement de méthode comptable résultant de la première application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentés dans ce document de référence complété.

Fait à Paris le 25 juin 2003

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young Audit

Jacques Denizéau

Jean-Christophe Georghiou

Dominique Thouvenin

Valérie Quint